

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations  
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2021 B 00225

Numéro SIREN : 892 726 308

Nom ou dénomination : A STEP CLOSER

Ce dépôt a été enregistré le 28/10/2022 sous le numéro de dépôt 47505

## A STEP CLOSER

Société par Actions Simplifiée  
Capital social : 2.500 Euros  
Siège social : 12 Rue Béranger

**92240 – MALAKOFF**

\* \* \*

892 726 308 RCS NANTERRE

\* \* \*

### FEUILLE DE PRESENCE A L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 17 OCTOBRE 2022

| N°     | Nom, prénom des associés   | Nombre d'actions | Nombre de voix | Nom, prénom des mandataires | Signature |
|--------|----------------------------|------------------|----------------|-----------------------------|-----------|
| 1      | MESLY D'ARLOZ<br>Guillaume | 1.375            | 1.375          |                             |           |
| 2      | SAVART Maxime              | 1.125            | 1.125          |                             |           |
| TOTALX |                            | 2.500            | 2.500          |                             |           |

La présente feuille de présence faisant apparaître que tous les associés sont présents ou représentés, porteurs de DEUX MILLE CINQ CENTS parts auxquelles sont attachées DEUX MILLE CINQ CENTS voix, a été arrêtée et certifiée exacte par le Président.

Guillaume MESLY D'ARLOZ, Président  
certifie exacte la présente feuille de présence.

## **A STEP CLOSER**

Société par Actions Simplifiée  
Capital social : 2.500 Euros  
Siège social : 12 Rue Béranger

**92240 – MALAKOFF**

\* \* \*

892 726 308 RCS NANTERRE

\* \* \*

### **PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 17 OCTOBRE 2022**

L'an deux mille vingt-deux, le dix-sept octobre à neuf heures, les associés de la société « A STEP CLOSER », Société par Actions Simplifiée au capital social de 2.500 Euros, divisé en en DEUX MILLE CINQ CENTS (2.500) actions de UN (1) Euro chacune, dont le siège social est à MALAKOFF – 92240 – Rue Béranger n° 12, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 892 726 308, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, au siège social, sur convocation du Président.

Il a été dressé une feuille de présence qui a été émarginée en entrant en séance par tous les associés présents.

Monsieur Guillaume MESLY D'ARLOZ préside la séance en sa qualité de Président, assisté de Monsieur Maxime SAVART, en qualité de secrétaire.

Le Président constate que la feuille de présence certifiée exacte par les membres du bureau fait ressortir que les associés présents ou représentés possèdent la totalité des actions ayant le droit de vote.

En conséquence, l'Assemblée réunissant le quorum requis peut valablement délibérer.

Il rappelle ensuite que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant :

#### **ORDRE DU JOUR**

- Approbation des apports en nature de Monsieur Guillaume MESLY D'ARLOZ et de Monsieur Maxime SAVART ;
- Augmentation du capital social en vue de rémunérer les apports susvisés ;
- Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital ;
- Modification corrélative des articles 7 et 8 du Titre II des statuts ;
- Suppression pure et simple de l'article 35 du Titre VIII des statuts ;
- Délégation de pouvoirs en vue des formalités.

Puis, il dépose sur le bureau et met à la disposition de l'Assemblée :

- 1°) La feuille de présence à l'Assemblée Générale Extraordinaire ;
- 2°) Les copies des lettres de convocation adressées aux associés ;
- 3°) Le rapport du Président ;
- 4°) Et le projet des résolutions qui seront soumises à l'Assemblée.

Puis le Président déclare que son rapport, les textes des projets de résolutions proposées, ainsi que tous les autres documents et renseignements prévus par la loi et les règlements ont été tenus à la disposition des associés, au siège social, à compter de la convocation de l'assemblée et que la Société a fait droit aux demandes de documents qui lui ont été adressées.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président donne ensuite lecture de son rapport et de l'exposé des motifs des projets de résolutions présentés.

Cette lecture terminée, le Président ouvre la discussion.

La discussion close et personne ne demandant plus la parole, le Président met aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

### **Première Résolution** **Approbation de l'apport en nature**

L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture :

- du contrat d'apport en date du 17 octobre 2022 à Malakoff aux termes duquel Monsieur Guillaume MESLY D'ARLOZ et Monsieur Maxime SAVART ont fait apport à la Société :
  - . du site web « MEEKO » et du nom de domaine « www.meeko.store » correspondant, évalués à la somme de SIX MILLE SIX CENTS (6.600) Euros ;
  - . la marque « MEEKO », évaluée à la somme de CINQ MILLE QUATRE CENTS (5.400) Euros ;
- et du rapport de la société SECAUDIT, Commissaire aux apports désigné par les associés suivant décision unanime du 27 septembre 2022 ;

approuve cet apport ainsi que son évaluation.

*Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des votants.*

### **Deuxième Résolution** **Augmentation du capital social**

L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Président et du rapport du Commissaire aux apports, décide, à titre de rémunération des apports approuvés au titre de la première résolution, d'augmenter le capital social de DOUZE MILLE (12.000) Euros pour le porter de DEUX MILLE CINQ CENTS (2.500) Euros à QUATORZE MILLE CINQ CENTS (14.500) Euros au moyen de la création de DOUZE MILLE (12.000) actions nouvelles de UN (1) Euro chacune, entièrement libérées, et attribuées à Monsieur Guillaume MESLY D'ARLOZ et à Monsieur Maxime SAVART en rémunération de leurs apports respectifs.

Les actions nouvelles seront dès la date de réalisation définitive de l'augmentation du capital entièrement assimilées aux actions anciennes : elles jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des assemblées générales.

Leurs droits aux dividendes s'exerceront pour la première fois sur les bénéfices mis en distribution au titre de l'exercice en cours à cette date de réalisation, étant précisé qu'au titre de cet exercice, le dividende global susceptible de leur revenir, sera réduit *pro rata temporis*, en raison du temps écoulé entre ladite date et la fin de l'exercice par rapport à une année entière.

Ces actions seront négociables dès la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

*Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des votants.*

### **Troisième Résolution** **Modifications statutaires**

L'Assemblée générale, comme conséquence de l'adoption des résolutions précédentes, constate que l'augmentation du capital qui en résulte est définitivement réalisée et décide de modifier comme suit les articles 7 et 8 des statuts :

#### **Article 7 – Apports** *(Ancienne rédaction)*

Les soussignés font apport à la Société :

- Guillaume MESLY D'ARLOZ, une somme de MILLE TROIS CENT SOIXANTE-QUINZE EUROS, ci 1.375 euros ;
- Maxime SAVART, une somme de MILLE CENT VINGT-CINQ EUROS, ci 1.125 euros.

Soit, au total, une somme de DEUX MILLE CINQ CENT EUROS, ci 2.500 euros, correspondant à 2.500 actions de 1 euro de nominal chacune, intégralement libérées de leur valeur nominale à la souscription, soit 2.500 euros, laquelle somme a été régulièrement déposée à un compte ouvert au nom de la Société en formation.

Les fonds correspondants aux apports en numéraire ont été déposés par Qonto, société Olinda SAS, dûment mandatée à cet effet par chacun des associés, sur le compte ouvert au nom de la Société en formation auprès de l'Etude VINCENNES M&B NOTAIRES (Valérie MESNAGER et Antoine BASSOT Notaires) - Notaires à VINCENNES (94300) 4 avenue de Paris, ainsi qu'il résulte du certificat établi par le notaire dépositaire des fonds, sur présentation notamment de l'état des souscriptions mentionnant la somme versée par les associés. L'état des souscriptions joint aux présents statuts est certifié sincère et véridique par le représentant légal de la société.

#### **Article 8 – Capital social** *(Ancienne rédaction)*

Le capital social est fixé à DEUX MILLE CINQ CENT EUROS (2.500 €), divisé en 2.500 actions de 1 euro de valeur nominale chacune, intégralement libérées lors de la constitution et toutes de même catégorie.

#### **Article 7 – Apports** *(Nouvelle rédaction)*

I – Il a été apporté au capital de la société lors de la constitution, une somme de DEUX MILLE CINQ CENTS (2.500) Euros en numéraire.

II – Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 17 octobre 2022, le capital social a été augmenté d'une somme de DOUZE MILLE (12.000) Euros, par création de DOUZE MILLE (12.000) actions nouvelles, au moyen des apports en nature consentis par Monsieur Guillaume MESLY D'ARLOZ et Monsieur Maxime SAVART.

## **Article 8 – Capital social (Nouvelle rédaction)**

Le capital social est fixé à QUATORZE MILLE CINQ CENT EUROS (14.500) Euros, divisé en QUATORZE MILLE CINQ CENT EUROS (14.500) actions de UN (1) Euro de valeur nominale chacune, intégralement libérées et toutes de même catégorie.

*Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des votants.*

### **Quatrième Résolution** **Modifications statutaires**

L'Assemblée générale, comme conséquence des modifications statutaires à intervenir, décide de supprimer purement et simplement l'article 35 du titre VIII des statuts suite à l'immatriculation définitive de la société auprès du Registre du Commerce et des Sociétés.

*Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des votants.*

### **Cinquième Résolution** **Délégation de pouvoir en vue d'accomplir les formalités**

L'Assemblée Générale délègue tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

*Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des votants.*

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président de l'Assemblée déclare la séance levée.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

Le Président de séance  
Monsieur Guillaume MESLY D'ARLOZ

Le secrétaire  
Monsieur Maxime SAVART



## **A STEP CLOSER**

Rapport du commissaire aux apports sur la valeur du site  
web « MEEKO », du nom de domaine  
« www.meeko.store » et de la marque « MEEKO »

## SOMMAIRE

|       |                                                                                                                                           |   |
|-------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|
| 1     | Présentation de l'opération et description de l'apport .....                                                                              | 2 |
| 1 1   | Contexte de l'opération .....                                                                                                             | 2 |
| 1 2   | Présentation des sociétés, des parties et intérêts en présence.....                                                                       | 2 |
| 1 2 1 | Personnes physiques apporteurs .....                                                                                                      | 2 |
| 1 2 2 | Société bénéficiaire A STEP CLOSER .....                                                                                                  | 2 |
| 1 2 3 | Les biens apportés .....                                                                                                                  | 2 |
| 1 3   | Description de l'opération .....                                                                                                          | 3 |
| 1 3 1 | Caractéristiques essentielles de l'apport : date d'effet, comptes servant de base à l'opération, régimes juridique et fiscal adoptés..... | 3 |
| 1 3 2 | Conditions suspensives.....                                                                                                               | 3 |
| 1 3 3 | Rémunération de l'apport .....                                                                                                            | 3 |
| 1 4   | Présentation de l'apport .....                                                                                                            | 4 |
| 1 4 1 | Méthode d'évaluation retenue.....                                                                                                         | 4 |
| 1 4 2 | Description de l'apport .....                                                                                                             | 4 |
| 2     | Diligences et appréciation de la valeur de l'apport .....                                                                                 | 5 |
| 2 1   | Diligences mises en œuvre par le commissaire aux apports .....                                                                            | 5 |
| 2 2   | Appréciation de la méthode de valorisation des apports et de sa conformité à la réglementation comptable .....                            | 5 |
| 2 3   | Réalité de l'apport.....                                                                                                                  | 5 |
| 2 4   | Appréciation de la valeur de l'apport.....                                                                                                | 6 |
| 2 4 1 | Nature de l'apport et caractéristiques de l'appréciation .....                                                                            | 6 |
| 2 4 2 | Détermination de la valeur de l'apport par les parties.....                                                                               | 6 |
| 2 4 3 | Valorisation du site WEB « MEEKO », du nom de domaine « www.meeko.store » et de la marque « MEEKO » .....                                 | 6 |
| 3     | Synthèse – Points clés.....                                                                                                               | 7 |
| 3 1 1 | Diligences mises en œuvre .....                                                                                                           | 7 |
| 4     | Conclusion.....                                                                                                                           | 7 |



**Rapport du commissaire aux apports sur la valeur du site web « MEEKO », du nom de domaine « www.meeko.store » et de la marque « MEEKO »**

Aux associés,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision des associés concernant la valeur du site web « MEEKO », du nom de domaine « www.meeko.store » et de la marque « MEEKO », apportés à la société A STEP CLOSER, nous avons établi le présent rapport prévu à l'article L. 223-9 du Code de commerce.

L'apport envisagé est décrit dans le projet de traité d'apport. Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur de l'apport n'est pas surévaluée.

A cet effet, nous avons effectué les diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes applicable à cette mission. Ces diligences ont consisté à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur du nominal des titres à émettre par la société bénéficiaire de l'apport.

Notre mission prenant fin avec le dépôt du rapport, il ne nous appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

Nous vous prions de trouver, ci-après, nos constatations et conclusions présentées dans l'ordre suivant :

- Présentation de l'opération et la description des apports ;
- Diligences et notre appréciation de la valeur des apports ;
- Synthèse – points clés ;
- Conclusion.

**A STEP CLOSER**

Rapport du commissaire aux apports sur la valeur du site web « MEEKO », du nom de domaine « www.meeko.store » et de la marque « MEEKO »

## **1 Présentation de l'opération et description de l'apport**

### **1 1 Contexte de l'opération**

Le présent apport du site web « MEEKO » et du nom de domaine « www.meeko.store » envisagé par M. Guillaume MESLY D'ARLOZ ainsi que de la marque « MEEKO » envisagé par M. Maxime SAVART s'opère au profit de la société A STEP CLOSER.

### **1 2 Présentation des sociétés, des parties et intérêts en présence**

#### **1 2 1 Personnes physiques apporteuses**

M. Guillaume MESLY D'ARLOZ, né le 17 octobre 1991 à NICE et demeurant au 9 Rue Gossec – 75012 PARIS est propriétaire du site web « MEEKO » et du nom de domaine « www.meeko.store ».

M. Maxime SAVART, né le 29 octobre 1994 à GONESSE et demeurant au 12 Rue Béranger – 92240 MALAKOFF est propriétaire de la marque « MEEKO ».

#### **1 2 2 Société bénéficiaire A STEP CLOSER**

La société bénéficiaire est la société A STEP CLOSER, société par actions simplifiée au capital de 2 500 Euros, qui a son siège social au 12 Rue Béranger – 92240 MALAKOFF, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 892 726 308 RCS NANTERRE.

M. Guillaume MESLY D'ARLOZ et M. Maxime SAVART sont les associés de la société A STEP CLOSER.

La société A STEP CLOSER a pour objet en France et à l'étranger :

- Le commerce de détail de chaussures ;
- Le commerce de détail d'accessoires ;
- Et plus généralement, toutes opérations, de quelque nature, qu'elles soient financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement, en totalité ou en partie, à l'objet ci-dessus ou à toutes activités connexes ou complémentaires ou susceptibles de contribuer à son extension ou à son développement.

#### **1 2 3 Les biens apportés**

Les biens apportés se composent :

- Du site web « MEEKO » ;
- Du nom de domaine « www.meeko.store » ;
- De la marque « MEEKO » enregistrée auprès de l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI) sous le numéro 4657889.

**A STEP CLOSER**

Rapport du commissaire aux apports sur la valeur du site web « MEEKO », du nom de domaine « www.meeko.store » et de la marque « MEEKO »

### **1 3 Description de l'opération**

Les modalités de réalisation des apports sont exposées de façon détaillée dans le projet de traité d'apport.

Elles peuvent se résumer comme suit.

#### **1 3 1 Caractéristiques essentielles de l'apport : date d'effet, comptes servant de base à l'opération, régimes juridique et fiscal adoptés**

La société A STEP CLOSER sera propriétaire des biens apportés avec effet à la date de réalisation de l'opération.

L'apport est effectué sous le régime juridique de droit commun des apports en nature purs et simples tel que fixé par les dispositions de l'article L. 223-9 du Code de commerce.

En matière de droits d'enregistrement, l'apport sera enregistré gratuitement, conformément aux dispositions de l'article 810 du Code général des impôts.

#### **1 3 2 Conditions suspensives**

L'apport qui précède ne deviendra définitif qu'après réalisation des conditions suspensives suivantes :

- Approbation de l'évaluation des apports et de l'octroi d'avantages particuliers éventuels et constatation de la réalisation de l'augmentation de capital par l'assemblée générale extraordinaire des associés ;
- La réalisation de ces conditions devra intervenir au plus tard le 31 décembre 2022, à défaut le présent contrat sera considéré comme nul et non avenu, sans indemnité de part ni d'autre.

#### **1 3 3 Rémunération de l'apport**

En rémunération des apports, il sera attribué :

- A M. Guillaume MESLY D'ARLOZ, 6 600 actions de la société A STEP CLOSER d'une valeur nominale d'1 €uro chacune, entièrement libérées ;
- A M. Maxime SAVART, 5 400 actions de la société A STEP CLOSER d'une valeur nominale d'1 €uro chacune, entièrement libérées.

**A STEP CLOSER**

Rapport du commissaire aux apports sur la valeur du site web « MEEKO », du nom de domaine « www.meeko.store » et de la marque « MEEKO »

**1 4 Présentation de l'apport**

**1 4 1 Méthode d'évaluation retenue**

L'apport n'implique pas des sociétés sous contrôle commun au sens du règlement ANC 2017-01 relatif au traitement comptable des fusions et opérations assimilées. Dès lors, il sera retenu le coût de revient des apports.

**1 4 2 Description de l'apport**

Le site web « MEEKO », le nom de domaine « www.meeko.store » et la marque « MEEKO », dont l'apport est envisagé, ont été évalués à leur coût de revient estimé à :

- 5 400 € pour la marque « MEEKO » ;
- 6 600 € pour le site web « MEEKO » et le nom de domaine « www.meeko.store ».

**A STEP CLOSER**

Rapport du commissaire aux apports sur la valeur du site web « MEEKO », du nom de domaine « www.meeko.store » et de la marque « MEEKO »

## **2 Diligences et appréciation de la valeur de l'apport**

### **2.1 Diligences mises en œuvre par le commissaire aux apports**

Notre mission a pour objet d'éclairer les associés sur l'absence de surévaluation des apports effectués. En conséquence, elle ne relève pas d'une mission d'audit ou d'une mission d'examen limité. Elle n'implique pas non plus validation du régime fiscal applicable aux opérations. Elle ne saurait être assimilée à une mission de « due diligences » effectuée pour un prêteur ou un acquéreur et ne comporte pas tous les travaux nécessaires à ce type d'intervention. Notre rapport ne peut donc pas être utilisé dans ce contexte.

Notre opinion est exprimée à la date du présent rapport qui constitue la fin de notre mission. Il ne nous appartient pas d'assurer un suivi des événements postérieurs survenus éventuellement entre la date du rapport et la date des assemblées appelées à se prononcer sur l'opération d'apport.

Nous avons effectué les diligences que nous avons estimées nécessaires, au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission.

Dans ce cadre, nous avons notamment :

- Pris connaissance du contexte et des objectifs de la présente opération ;
- Eu des entretiens avec les conseils des parties prenantes de l'opération, tant pour appréhender son contexte que pour en comprendre les modalités économiques, comptables, juridiques et fiscales dans lesquelles elle se situe ;
- Examiné le projet de traité d'apport ;
- Vérifié le respect de la réglementation comptable en vigueur en matière de valorisation des apports et notamment du règlement ANC 2017-01 ;
- Contrôlé la réalité des apports et apprécié l'incidence éventuelle d'éléments susceptibles d'en affecter la propriété ;
- Examiné l'approche d'évaluation mise en œuvre.

### **2.2 Appréciation de la méthode de valorisation des apports et de sa conformité à la réglementation comptable**

Aux termes du projet de traité d'apport, les parties sont convenues de retenir le coût de revient estimé du site web « MEEKO », du nom de domaine « www.meeko.store » et de la marque « MEEKO » en tant que valeur d'apport.

Le choix de cette méthode de valorisation est conforme aux dispositions du règlement ANC 2017-01 relatif au traitement comptable des fusions et opérations assimilées et n'appelle, en conséquence, pas de commentaire de notre part.

### **2.3 Réalité de l'apport**

Le site web « MEEKO » et le nom de domaine « www.meeko.store » appartiennent à M. Guillaume MESLY D'ARLOZ pour l'avoir créé et pour l'achat du nom de domaine.

La marque « MEEKO » appartient à Maxime SAVART pour l'avoir créée et pour l'achat de la marque déposée le 10 juillet 2020.

**A STEP CLOSER**

Rapport du commissaire aux  
apports sur la valeur du site  
web « MEEKO », du nom de  
domaine  
« www.meeko.store » et de  
la marque « MEEKO »

**2 4 Appréciation de la valeur de l'apport**

**2 4 1 Nature de l'apport et caractéristiques de l'appréciation**

Les apports portent sur le site web « MEEKO », le nom de domaine « www.meeko.store » et la marque « MEEKO ».

**2 4 2 Détermination de la valeur de l'apport par les parties**

La valeur d'apport a été déterminée par les parties en considérant des approches d'évaluation fondées sur le coût de revient du site web « MEEKO », du nom de domaine « www.meeko.store » et de la marque « MEEKO ».

**2 4 3 Valorisation du site WEB « MEEKO », du nom de domaine « www.meeko.store » et de la marque « MEEKO »**

Nous nous sommes basés sur le nombre de jours passés par M. Guillaume MESLY D'ARLOZ, pour la création du site web « MEEKO » et du nom de domaine « www.meeko.store », valorisés à un taux journalier. Ce dernier est cohérent avec des prestations de webdesigner.

Nous nous sommes basés sur le nombre de jours passés par M. Maxime SAVART, pour la création de la marque « MEEKO », valorisés à un taux journalier. Ce dernier est cohérent avec des prestations de marketing.

**A STEP CLOSER**

Rapport du commissaire aux apports sur la valeur du site web « MEEKO », du nom de domaine « www.meeko.store » et de la marque « MEEKO »

### **3 Synthèse – Points clés**

#### **3 1 1 Diligences mises en œuvre**

Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur de l'apport n'est pas surévaluée.

A cet effet, nous avons effectué les diligences que nous avons estimées nécessaires selon la doctrine de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes applicable à cette mission.

Cette doctrine requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur de l'apport, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et qu'elle correspond au moins au montant de la valeur nominale des actions à créer.

Pour établir les conditions de l'apport, nous nous sommes basés sur l'évaluation déterminée comme décrite au point 2 du présent rapport.

Pour l'appréciation de la valeur du site web « MEEKO », du nom de domaine « www.meeko.store » et de la marque « MEEKO », nous avons procédé à nos propres évaluations.

Il a été décidé de retenir une valorisation de 6 600 € pour le site web « MEEKO » et le nom de domaine « www.meeko.store » apportés à la société A STEP CLOSER et une valorisation de 5 400 € pour la marque « MEEKO ». Ces valeurs ne nous semblent pas surévaluées.

### **4 Conclusion**

Sur la base de nos travaux et à la date du présent rapport, nous sommes d'avis que la valeur du site WEB « MEEKO », du nom de domaine « www.meeko.store » et de la marque « MEEKO », apportés à la société A STEP CLOSER, n'est pas surévaluée.

*Fait à Annecy, le 5 octobre 2022,*

*Le commissaire aux apports*

---



Guillaume BERARD  
**Commissaire aux apports**

---

# A STEP CLOSER

Société par Actions Simplifiée  
Capital social : 14.500 Euros  
Siège social : 12 Rue Béranger

**92240 – MALAKOFF**

\* \* \*

892 726 308 RCS NANTERRE

\* \* \*

# S T A T U T S

**(Suite à l'AGE du 17 octobre 2022)**

---

Pour Copie Certifiée Conforme  
Le Président



## **HISTORIQUE**

I – Aux termes d'un acte sous seings privés en date à MALAKOFF (92) du 21 décembre 2020, il a été constitué une Société par Actions Simplifiée au capital social de 2.500 Euros, dénommée « A STEP CLOSER », dont le siège social a été fixé à MALAKOFF – 92240 – Rue Béranger n° 12.

Ladite société a été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 892 726 308.

II – Suivant procès-verbal en date du 17 octobre 2022, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés a décidé :

- de modifier les articles 7 et 8 du Titre II des statuts suite à une augmentation du capital social ;
- de supprimer purement et simplement l'article 35 du Titre VIII des statuts.

**Lesquels statuts se trouvent désormais rédigés comme suit :**

## **TITRE I**

### **FORME – OBJET – DENOMINATION – SIEGE SOCIAL – DUREE**

#### **Article 1 – Forme**

La société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur ainsi que par les présents statuts (ci-après la « **Société** »).

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés. A tout moment, la Société pourra devenir unipersonnelle ou redevenir pluripersonnelle sans que sa forme sociale n'en soit modifiée.

Elle ne peut procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses actions sauf exceptions prévues par la loi.

#### **Article 2 – Objet**

La Société a pour objet, directement ou indirectement, en France et à l'étranger :

- le commerce de détail de chaussures ;
- le commerce de détail d'accessoires.

Et plus généralement, toutes opérations de quelque nature, qu'elles soient financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement, en totalité ou en partie, à l'objet ci-dessus ou à toutes activités connexes ou complémentaires ou susceptibles de contribuer à son extension ou à son développement.

La Société a pour raison d'être : inspirer, rapprocher et accompagner durablement les démarches modernes engagées.

### **Article 3 – Dénomination sociale**

La Société a pour dénomination sociale : **A STEP CLOSER**

Son sigle est : ASC.

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS », du numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés et de l'énonciation du capital social.

### **Article 4 – Siège social**

Le siège social est fixé 12 rue Béranger – 92240 Malakoff.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du président, qui, à cet effet, est autorisé à modifier les présents statuts et en tout autre lieu par décision ordinaire des associés.

### **Article 5 – Durée**

La Société a une durée de 99 ans à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de prorogation ou dissolution anticipée.

## **TITRE II**

### **APPORTS – CAPITAL SOCIAL – ACTIONS**

#### **Article 7 – Apports**

I – Il a été apport au capital de la société lors de la constitution, une somme de DEUX MILLE CINQ CENTS (2.500) Euros en numéraire.

II – Aux termes d’une délibération de l’Assemblée Générale Extraordinaire en date du 17 octobre 2022, le capital social a été augmenté d’une somme de DOUZE MILLE (12.000) Euros, par création de DOUZE MILLE (12.000) actions nouvelles, au moyen des apports en nature consentis par Monsieur Guillaume MESLY D’ARLOZ et Monsieur Maxime SAVART.

#### **Article 8 – Capital social**

Le capital social est fixé à QUATORZE MILLE CINQ CENT EUROS (14.500) Euros, divisé en QUATORZE MILLE CINQ CENT EUROS (14.500) actions de UN (1) Euro de valeur nominale chacune, intégralement libérées et toutes de même catégorie.

#### **Article 9 – Modifications du capital**

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par l'assemblée des associés statuant dans les conditions mentionnées à l’article 26 ci-après.

L'assemblée peut également déléguer au président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation du capital.

## **Article 10 – Comptes courants**

Les associés peuvent mettre ou laisser à la disposition de la Société, toutes sommes, produisant ou non intérêts, dont celle-ci peut avoir besoin.

Les modalités de ces prêts sont arrêtées par accord entre le président ou le directeur général et l'intéressé. Cet accord est le cas échéant, soumis à la procédure de contrôle prévue par la loi.

## **Article 11 – Forme des actions**

Les actions sont obligatoirement nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes tenus à cet effet par la Société dans les conditions et modalités prévues par la loi.

À la demande de l'associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la Société.

## **Article 12 – Droits et obligations attachés aux actions**

**1** - Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Chaque action donne en outre droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

**2** - Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports respectifs.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions collectives des associés.

**3** - Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées, ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

## **Article 13 – Indivisibilité des actions. Nue-propriété et usufruit**

### **1 - Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.**

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés lors des décisions collectives par l'un d'eux ou par un mandataire unique.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la Société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la Société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la Société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

### **2 - Si les actions sont grevées d'usufruit, leur inscription en compte doit faire ressortir l'existence de l'usufruit.**

Sauf convention contraire notifiée à la Société par lettre recommandée AR, le droit de vote appartient à l'usufruitier lors des décisions collectives des associés sauf pour les décisions pour lesquelles la loi exige l'accord unanime des associés où il est réservé au nu-propriétaire.

## **Article 14 – Transmission des actions**

Les actions sont librement négociables, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires et sous réserve des restrictions prévues par les présents statuts.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires dans les conditions et selon les modalités prévues par les lois et règlements en vigueur.

La cession ou transmission de ces actions s'opère, à l'égard de la Société et des tiers, par un virement de compte à compte effectué sur la production d'un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire. L'ordre de mouvement est enregistré le jour même de sa réception sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements ».

Pour les besoins des présents statuts :

- (i) Le terme « transfert » désigne toute opération, à titre onéreux ou gratuit, entraînant le transfert, immédiat ou à terme, de la pleine propriété, de la nue-propriété, de l'usufruit ou de la jouissance de titres sous quelque forme que ce soit
- (ii) Le terme « titre » désigne (i) toute action de la Société ou tout autre titre donnant ou pouvant donner accès, directement ou indirectement, immédiatement ou à terme, à une quotité du capital social et/ou des droits de vote de la Société ; (ii) tout droit d'attribution, de souscription à une augmentation de capital de la Société ; et (iii)

tout démembrement des actions de la Société et tous autres titres qui se substitueraient auxdites actions à la suite de toute opération de fusion, scission, apport, transformation de la Société en une société d'une autre forme, changement de la valeur nominale des titres, échange, regroupement, ou division de titres

- (iii) Tous les délais visés au présent article, et plus généralement aux présents statuts, sont des délais calendaires et commencent à courir à compter de la réception de la notification.

Si le délai expire un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai expire le premier jour ouvré suivant.

## **Article 15 – Droit de préemption**

**1** - Tout transfert de titres est soumis au respect du droit de préemption conféré aux associés dans les conditions définies au présent article.

**2** - En cas de projet de transfert de tout ou partie de ses titres, l'associé cédant devra adresser à la Société et à chacun des associés, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une notification de transfert indiquant :

- le nombre de titres dont le transfert est envisagé ;
- l'identité de l'acquéreur :
  - s'il s'agit d'une personne physique : prénom, nom et adresse ; ou
  - s'il s'agit d'une personne morale : dénomination sociale, forme, siège social, numéro RCS, identité des dirigeants, identité de la ou des personnes ou entités la contrôlant directement et de façon ultime ;
- la nature du transfert envisagé ;
- le prix (ainsi que les conditions de paiement y afférant) ou, dans l'hypothèse où le transfert envisagé ne serait pas une vente, une estimation de bonne foi du prix offert dans le cadre du transfert envisagé ;
- une demande expresse d'agrément du tiers envisagé.

La notification de transfert constituera une offre irrévocable et inconditionnelle de l'associé cédant aux associés non cédants de leur vendre la totalité, et la totalité seulement, des titres transférés aux conditions figurant dans la notification de transfert.

La date de réception de cette notification fait courir un délai de deux (2) mois, à l'expiration duquel, si les droits de préemption n'ont pas été exercés en totalité sur les titres dont le transfert

est envisagé, l'associé cédant pourra réaliser librement ledit transfert aux conditions indiquées dans la notification de transfert.

L'associé cédant devra, toutefois, suivre la procédure d'agrément prévue à l'article 16 des statuts.

**3** - Chaque associé non cédant bénéficie d'un droit de préemption exerçable par notification adressée au Président au plus tard dans le délai de deux (2) mois de la date de réception de la notification de transfert visée au paragraphe 2 ci-dessus. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception indiquant le nombre de titres de l'associé cédant que l'associé non cédant concerné souhaite acquérir. A défaut pour un associé non cédant d'avoir (valablement) exercé son droit de préemption avant l'expiration du délai de deux (2) mois susvisé, cet associé non cédant sera réputé avoir irrévocablement renoncé à l'exercice de son droit de préemption en relation avec le transfert concerné.

**4** - A l'expiration du délai de deux (2) mois visé au paragraphe 3 ci-dessus et avant celle du délai visé au 2 ci-dessus, le Président notifie à l'associé cédant par lettre recommandée avec accusé d'avis de réception, les résultats de la procédure de préemption.

Lorsque les droits de préemption sont supérieurs au nombre d'actions dont la cession est projetée, lesdites actions sont réparties par le Président entre les associés qui ont notifié leur demande de préemption au prorata de leur participation au capital de la Société et dans la limite de leurs demandes.

Lorsque les droits de préemption exercés sont inférieurs au nombre d'actions dont la cession est projetée, les droits de préemption sont réputés n'avoir jamais été exercés et l'associé cédant est libre de réaliser l'opération au profit du cessionnaire mentionné dans sa notification de transfert et aux conditions ainsi notifiées.

L'associé cédant devra, toutefois, suivre la procédure d'agrément prévue à l'article 16 des statuts.

**5** - En cas d'exercice valable par un ou plusieurs associés cédants de leur droit de préemption, la cession doit intervenir dans le délai d'un mois (1) mois à compter de la date d'expiration du délai de deux (2) mois visé au paragraphe 3 ci-dessus contre paiement du prix mentionné dans la notification de transfert de l'associé cédant.

**6** - Tout transfert effectué en violation de la clause de préemption est nul.



## **Article 16 – Agrément**

Tout transfert de titres sera soumis à l'agrément de la collectivité des associés conformément à l'article 26 des statuts.

**1** - L'associé cédant doit notifier le transfert projeté à la Société, par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception, en indiquant l'identité du bénéficiaire du transfert (prénom et nom et domicile ou dénomination sociale et siège social), le nombre des titres dont le transfert est envisagé et le prix offert ou, dans l'hypothèse où le transfert envisagé ne serait pas une vente pure et simple, une estimation de bonne foi du prix offert pour les titres transmis.

Si le projet de transfert est soumis au droit de préemption visé à l'article 15, cette notification devra être réalisée dans le cadre de la notification de transfert visée au paragraphe 2 dudit article.

**2** - La décision d'acceptation ou de refus d'agrément est prise par la collectivité des associés.

Cette décision doit être notifiée à l'associé cédant par la Société, par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception, dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de la notification de demande d'agrément, étant précisé qu'à défaut de réponse dans ce délai, l'agrément sera réputé donné.

**3** - En cas d'agrément du transfert, les titres de l'associé cédant pourront être transférés au cessionnaire initial selon les conditions et modalités indiquées dans la notification visée au paragraphe 1 ci-dessus, sous réserve du non-exercice du droit de préemption prévu à l'article 15.

Ce transfert devra intervenir dans un délai d'un (1) mois à compter de la date de la décision d'agrément. A défaut, un nouvel agrément sera nécessaire.

**4** - En cas de refus d'agrément, l'associé cédant disposera de quinze (15) jours à compter de la date de la notification de la décision de refus d'agrément pour faire connaître à la Société, par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception, sa décision de renoncer ou non au transfert envisagé.

Dans l'hypothèse où l'associé cédant n'aurait pas expressément renoncé au transfert envisagé dans le délai de quinze jours susvisé, le Président sera tenu, dans le délai de trois (3) mois à compter de la date de la notification de la décision de refus d'agrément, de faire acquérir les titres par un ou plusieurs associés. A cette fin, la Société devra notifier aux autres associés, individuellement et par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception, le nombre de titres de l'associé cédant dont le transfert est envisagé. Les associés disposeront alors d'un délai de trente (30) jours pour se porter acquéreurs desdits titres. En cas de demandes excédant le nombre de titres offerts, il sera procédé par le Président à une répartition des titres entre lesdits demandeurs proportionnellement à leur part dans le capital social et dans la limite de leurs demandes. Dans l'hypothèse où, à l'expiration du délai de trente jours susvisé, l'intégralité des titres de l'associé cédant n'aurait pas été cédée aux autres associés, le Président pourra proposer les titres de l'associé cédant à un ou plusieurs acquéreurs de son choix.

Le Président pourra également décider, avec le consentement de l'associé cédant, de faire racheter ses titres par la Société en vue d'une réduction du capital.

L'identité du ou des acquéreurs, associés ou tiers, ou l'offre d'achat par la Société ainsi que le prix offert seront notifiés à l'associé cédant.

A défaut d'accord sur le prix de rachat, celui-ci sera fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

Dans l'hypothèse où, à l'expiration du délai de trois (3) mois précité, les titres de l'associé cédant ne seraient pas transférés, selon le cas, à un ou plusieurs associés, tiers ou à la Société, l'agrément sera considéré comme donné et lesdits titres pourront être transférés par l'associé cédant selon les conditions et modalités indiquées dans la notification de l'associé cédant visée au paragraphe 1 ci-dessus. Toutefois, à la demande de la Société, ce délai pourra être prolongé par voie de décision de justice, l'associé cédant et le cessionnaire dûment appelés.

L'associé cédant peut à tout moment renoncer au transfert de ses titres.

## **Article 17 – Exclusion**

**1** - L'exclusion d'un associé peut être prononcée dans les cas suivants :

- associé faisant l'objet d'une procédure de dissolution ou de redressement ou liquidation judiciaire ;
- changement de contrôle d'une société associée ;
- violation des statuts ;
- faits ou actes de nature à porter une atteinte grave aux intérêts ou à l'image de marque de la Société ;
- exercice d'une activité concurrente de celle de la Société.

**2** - L'exclusion d'un associé est décidée par l'assemblée générale des associés statuant dans les conditions prévues à l'article 26 des statuts. L'associé dont l'exclusion est envisagée participe au vote et ses actions sont prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité par décision de l'assemblée statuant à la majorité des deux tiers des voix.

**3** - La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités préalables suivantes :

- notification adressée par le Président à l'associé concerné et les autres associés informant ces derniers de la mesure d'exclusion envisagée ;

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au plus tard dans un délai de quinze (15) jours avant la date prévue pour la réunion de l'assemblée générale des associés appelée à se prononcer sur ladite mesure d'exclusion. Elle doit contenir les motifs de l'exclusion envisagée et être accompagnée de toutes pièces justificatives utiles.

- lors de l'assemblée générale appelée à statuer sur la mesure d'exclusion, l'associé dont l'exclusion est demandée peut être assisté de son conseil et requérir, à ses frais, la présence d'un huissier de justice.

**4** - En cas d'exclusion, l'associé exclu doit céder la totalité de ses actions, dans un délai de quinze (15) jours à compter de l'exclusion la date du prononcé de son exclusion, céder la totalité de ses titres aux autres associés au prorata de leur participation au capital.

Ses actions sont rachetées par les associés ou la Société en vertu du droit de préemption prévu à l'article 15 ci-dessus. À défaut d'accord, le prix des actions est fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

A défaut d'accord sur le prix de rachat, celui-ci est fixé par un expert désigné conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil. Cet expert est tenu de respecter les règles de détermination du prix de rachat énoncées ci-dessus.

La cession doit faire l'objet d'une mention sur le registre des mouvements de titres de la Société.

A compter du prononcé de la décision d'exclusion, les droits non pécuniaires attachés aux titres de l'associé exclu seront automatiquement suspendus.

### **TITRE III**

#### **GOUVERNANCE DE LA SOCIETE**

##### **Article 18 – Président**

**1** - La Société est gérée et administrée par un président, personne physique ou morale, associé ou non de la Société. Lorsqu'une personne morale est nommée président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

**2** – Le président est nommé pour une durée indéterminée.

En cas de décès, démission ou empêchement du président d'exercer ses fonctions supérieur à 6 mois, il est pourvu à son remplacement par une personne désignée par les associés, statuant à la majorité des deux tiers. Le président remplaçant ne demeure en fonctions que pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Pendant la durée de son mandat, le président ne peut être révoqué que par une décision collective des associés, statuant à la majorité des deux tiers.

La révocation n'a pas à être motivée, elle ne peut en aucun cas donner lieu à indemnité.

**3** - Le président représente la Société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Dans les rapports avec les associés, le président peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la Société.

## **Article 19 – Directeur général**

Sur la proposition du président, la collectivité des associés, statuant à la majorité des deux tiers peut nommer un directeur général, personne physique.

L'étendue et la durée des pouvoirs délégués au directeur général sont déterminées par décision collective des associés statuant à la majorité des deux tiers, en accord avec le président et sans que cette durée excède celle du mandat du président.

Le directeur général est révocable à tout moment par décision collective des associés statuant à la majorité des deux tiers. En cas de décès, démission ou empêchement du président, le directeur général en fonction conserve ses fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

Le directeur général dispose, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le président.

## **Article 20 – Rémunération**

Les fonctions du président, et le cas échéant, du directeur général, sont ou non rémunérées.

En cas de rémunération, celle-ci est fixée par décision collective des associés statuant à la majorité des deux tiers. Elle peut être fixe et proportionnelle. Ses frais de représentation et de déplacement sont remboursés sur présentation de justificatifs.

Même si ses fonctions ne sont pas rémunérées, le président et, le cas échéant, le directeur général, a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement, sur justification.

## **Article 21 – Comité d'entreprise**

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par les articles L. 2323-62 à L. 2323-67 du Code du travail, auprès du président.

Toute mesure sera prise pour que les délégués du comité d'entreprise puissent être informés à l'avance de toute décision des associés et recevoir les documents et informations auxquels les actionnaires d'une société anonyme ont normalement accès, et ce *mutatis mutandis*, dans un délai suffisant pour communiquer leurs observations.

## **Article 22 – Conventions entre la Société et les dirigeants**

Le Président doit aviser le commissaire aux comptes, s'il en existe un, des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et lui-même, l'un de ses dirigeants, ou l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Le commissaire aux comptes ou le Président établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé. Les associés statuent chaque année sur ce rapport lors de l'assemblée générale d'approbation des comptes, selon les modalités prévues par les statuts.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Si la Société vient à ne comprendre qu'un seul associé, il sera seulement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son dirigeant, son associé unique ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce.

Les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales ne donnent pas lieu à l'établissement de ce rapport ni à une approbation par la collectivité des associés.

Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du code de commerce s'appliquent au Président et aux autres dirigeants de la Société.

## **TITRE IV**

### **CONTROLE DES COMPTES DE LA SOCIETE**

## **Article 23 – Commissaires aux comptes**

La collectivité des associés réunie en assemblée générale est tenue de désigner au moins un commissaire aux comptes dès qu'elle remplit les critères mentionnés à l'article L. 227-9-1, alinéa 2, du Code de commerce.

La nomination d'un commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

## **TITRE V**

### **DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES**

#### **Article 24 – Domaine des décisions collectives des associés**

Les décisions suivantes sont obligatoirement prises collectivement par la collectivité des associés :

- augmentation du capital ;
- amortissement ou réduction du capital ;
- fusion, scission ou apport partiel d'actif ;
- transformation de la Société en une société d'une autre forme ;
- dissolution ;
- nomination des commissaires aux comptes ;
- nomination, rémunération et révocation du Président et des autres dirigeants de la Société ;
- approbation des comptes annuels et affectation du résultat ;
- approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou associés ;
- toute modification statutaire, étant précisé que la décision de transfert du siège social peut, si l'article 4 des présents statuts le prévoit, être prise par le Président ;
- agrément des transferts de titres ;
- exclusion d'un associé et suspension de ses droits de vote ;
- toute décision requérant l'unanimité des associés en application de la loi.

Sauf stipulations spécifiques contraires et expresses des présents statuts, toutes les décisions autres que celles énumérées par le présent article relèvent de la compétence du Président.

## **Article 25 - Modalités des décisions collectives des associés**

**1** – Les décisions collectives des associés seront adoptées, au choix du Président, en assemblée générale, par correspondance, téléconférence téléphonique ou audiovisuelle. Sous réserve des dispositions légales, les décisions collectives des associés peuvent également résulter du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte écrit. Lorsque la décision est exprimée dans un acte en dehors de toute assemblée, l'acte devra être signé par l'ensemble des associés et il en sera fait mention dans le registre des procès-verbaux des décisions des associés.

Tous moyens de communication, en ce compris la télécopie, la conférence téléphonique ou la visioconférence, peuvent être utilisés pour l'expression des décisions.

**2** – Les décisions collectives des associés sont prises à l'initiative du président ou à la demande d'un associé représentant au moins 45 % du capital et des droits de vote (ci-après le « **Demandeur** »). Dans ce dernier cas le président, s'il n'est pas associé, en est avisé par tout moyen.

L'ordre du jour en vue des décisions collectives d'associés est arrêté par le Demandeur.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par un mandataire de son choix, qui doit être associé. Les mandats peuvent être donnés par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou transmission électronique. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

### **3 – Décisions prises en assemblée générale**

L'assemblée est convoquée par le président ou par un mandataire désigné en justice en cas de carence du président. Lorsque la tenue d'une assemblée n'est pas obligatoire, l'assemblée peut être convoquée par l'associé ou un des associés demandeurs.

Le commissaire aux comptes peut, à toute époque, convoquer une assemblée.

Elle est réunie au lieu indiqué par l'auteur de la convocation.

La convocation est faite par une notification envoyée par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique huit jours au moins avant la date de la réunion ; elle indique l'ordre du jour. Cependant, lorsque tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée générale peut se réunir sans convocation préalable. Sont joints tous documents nécessaires à l'information des associés.

Tout associé disposant d'au moins 10 % du capital peut requérir l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolutions. Sa demande, appuyée d'un bref exposé des motifs, doit être parvenue à la société au plus tard la veille de la tenue de la réunion.



L'assemblée est présidée par le président ; à défaut, l'assemblée élit son président de séance.

L'assemblée convoquée à l'initiative du commissaire aux comptes est présidée par celui-ci.

À chaque assemblée est tenue une feuille de présence, et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé par le président ou le président de séance et par au moins un associé présent ou le mandataire d'un associé représenté.

L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement que si la moitié au moins des associés sont présents ou représentés.

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins les deux tiers des actions ayant droit de vote.

#### **4 – Décisions prises par consultation écrite**

En cas de consultation écrite par correspondance, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun, par tous moyens écrits en ce compris par télécopie ou par transmission électronique. Les associés disposent d'un délai minimal de 15 jours, à compter de la réception des projets de résolutions, pour émettre leur vote. Le vote peut être émis par tous moyens écrits en ce compris par télécopie ou par transmission électronique. Tout associé n'ayant pas répondu dans un délai de 15 jours est considéré comme s'étant abstenu.

La consultation est mentionnée dans un procès-verbal établi et signé par le président auquel est annexée chaque réponse des associés et qui est immédiatement communiqué à la société pour être conservé dans les conditions visées ci-après.

#### **5 – Décisions prises par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle**

Lors des réunions par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle, les associés et le président, s'il n'est pas le demandeur, sont convoqués par le demandeur de la réunion, par tous moyens écrits en ce compris par télécopie ou par transmission électronique, 8 jours au moins avant la date de la réunion. L'ordre du jour doit être indiqué, ainsi que la manière dont les associés peuvent prendre part à la réunion.

Lorsque les décisions sont prises par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle, le demandeur établit, dans un délai de 8 jours à compter de la téléconférence, un projet du procès-verbal de séance après avoir indiqué :

- l'identité des associés présents ou représentés, en précisant, le cas échéant, les mandats donnés à cet effet ; dans cette hypothèse, les mandats sont annexés au procès-verbal ;
- l'identité des associés absents ;
- le texte des résolutions ;

- le résultat du vote pour chaque délibération.

Le demandeur en adresse immédiatement une copie par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique, à chacun des associés. Les associés ayant pris part à la téléconférence en retournent une copie au président, dans les 8 jours, après l'avoir signée, par tous moyens écrits en ce compris par télécopie ou par transmission électronique.

À réception des copies signées par les associés, le demandeur établit le procès-verbal définitif. Ledit procès-verbal dûment signé par le demandeur, ainsi que la preuve de l'envoi du procès-verbal aux associés et les copies renvoyées dûment signées par les associés ainsi qu'il est indiqué ci-dessus sont immédiatement communiqués à la société pour être conservés comme indiqué ci-après.

## **6 – Décisions prises par acte sous seing privé constatant les décisions unanimes des associés**

Les décisions collectives peuvent également résulter d'un acte sous seing privé signé par tous les associés.

**7 –** Le ou les commissaires aux comptes et les délégués du comité d'entreprise seront invités à l'assemblée générale ou seront informés de la téléconférence téléphonique ou audiovisuelle dans les mêmes conditions que les associés. En cas de décisions prises par consultation écrite ou par acte constatant les décisions unanimes des associés, le ou les commissaires aux comptes et les délégués du comité d'entreprise seront informés, par tous moyens, préalablement à la consultation écrite ou à la signature de l'acte de l'objet de ladite consultation ou dudit acte.

## **Article 26 – Décisions extraordinaires**

Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions entraînant modification des statuts, notamment celles relatives à l'augmentation ou la réduction du capital, la fusion, la scission, la dissolution de la société, sa transformation, l'agrément d'un tiers en cas de cession d'actions, l'exclusion d'un associé, la nomination, le renouvellement, la révocation, la fixation de la rémunération du président ou du directeur général.

Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance ou à distance.

Par exception, ne peuvent être adoptées qu'à l'unanimité :

- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés ;
- la décision de prorogation de la durée de la société.

En outre, les clauses statutaires relatives à l'inaliénabilité temporaire des actions, à l'exclusion d'un associé ou à son changement de contrôle ne peuvent être adoptées ou modifiées qu'à l'unanimité des associés, conformément à l'article L. 227-19 du Code de commerce.

## **Article 27 – Décisions ordinaires**

Toutes autres décisions qui ne modifient pas les statuts sont qualifiées d'ordinaires.

Ces décisions sont prises à la majorité des voix dont disposent les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance ou à distance.

## **Article 28 – Conservation des procès-verbaux**

Les décisions des associés sont constatées par des procès-verbaux ou des actes sous seing privé établis sur un registre spécial ou sur des feuillets mobiles numérotés.

## **Article 29 – Information des actionnaires**

**1** - L'ordre du jour, le texte des résolutions et les documents nécessaires à l'information des actionnaires sont communiqués à chacun d'eux à l'occasion de toute consultation.

**2** - Tout actionnaire peut demander que lui soient communiqués, chaque trimestre, une situation comptable, les états financiers prévisionnels et un rapport d'activité.

# **TITRE VI**

## **EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS – AFFECTATION DU RESULTAT**

### **Article 30 – Exercice social**

L'exercice social a une durée de douze mois ; il commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social débutera à la date d'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés et sera clos le 31 décembre 2021.

## **Article 31 – Comptes annuels**

Le président tient une comptabilité régulière des opérations sociales, arrête les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés, conformément aux lois et usages du commerce, et établit le rapport de gestion.

Une assemblée générale des associés, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, doit être réunie chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

## **Article 32 – Résultats sociaux**

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire. Ce bénéfice est réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve, en application de la loi, la collectivité des associés peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives ou de reporter à nouveau.

Les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. La collectivité des associés peut, en outre, décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie du capital.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, reportées à nouveau pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

## **TITRE VII**

### **LIQUIDATION – DISSOLUTION – CONTESTATION**

#### **Article 33 – Dissolution. Liquidation**

La liquidation de la Société est effectuée conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Le boni de liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

#### **Article 34 – Contestations**

Les contestations relatives aux affaires sociales, à l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation, entre la Société et les associés ou ses dirigeants, ou entre les associés et les dirigeants de la Société, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social.